

Formation ÉDUCATION, FORMATION

Programme statistique 2005

page

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

- Direction de l'évaluation et de la prospective - DEP 2

MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHÉSION SOCIALE

- Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques - DARES
- Sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques de l'emploi et de la formation
professionnelle..... 11

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

- Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER..... 14

CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LES QUALIFICATIONS - CEREQ

- Département Production et usage de la formation continue - DFC..... 15

Extraits d'avant-projets de programmes statistiques présentés à d'autres formations 17

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
Direction de l'évaluation et de la prospective - DEP

1. Exposé de synthèse

Le programme à moyen terme 2004-2008 énonce un objectif important : la constitution, à des fins statistiques, de fichiers individuels d'élèves avec identifiants (cryptés) dans tous les secteurs du système éducatif.

Des progrès particulièrement importants en ce sens interviendront en 2005 avec la mise en oeuvre de deux opérations nouvelles : la constitution d'une « base nationale des identifiants élèves » et le « système d'information du 1^{er} degré ».

La refonte des systèmes existants concourra aussi à cet objectif : rénovation et extension de SISE (système d'information sur le suivi des étudiants), extension de SIFA (Système 'information sur la formation des apprentis), etc.

2. Travaux nouveaux ou rénovés en 2005

2.1 Travaux nouveaux

Mise en place d'une base nationale des identifiants élèves-étudiants

Cette base permettra d'attribuer un numéro (INE=Identifiant national élève) à un élève nouvellement inscrit dans le système éducatif et de retrouver ce numéro tout au long de sa carrière scolaire, en cas de besoin (notamment lors de la mobilité vers l'apprentissage, l'enseignement agricole, l'enseignement supérieur, ...). Ce numéro servira à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

Une première expérimentation sera faite fin 2004 et le système devrait être opérationnel à la rentrée 2005 pour accompagner la première phase du projet « SI du 1^{er} degré ».

Système d'information du 1^{er} degré

Ce système gèrera des informations individuelles sur les élèves, des informations sur les divers intervenants et des informations générales sur l'école. Il sera partagé (avec des droits d'accès différenciés) par les directeurs d'école, les inspecteurs et les collectivités territoriales concernées.

Une première expérimentation « à blanc » sera faite fin 2004, et le système devra démarrer, au moins pour la partie « élèves » à la rentrée 2005. Malgré les difficultés prévisibles de mise en place, on sera alors en route vers une amélioration importante de l'information statistique sur le 1^{er} degré. Actuellement nous n'avons que quelques tableaux par écoles (enquête 19), et les remontées sont très incomplètes depuis 2000 en raison d'une grève administrative des directeurs d'école.

PIRLS Évaluation des élèves du primaire en lecture et « littéracie » et PISA (Test de compétences des enfants de 15 ans)

Des enquêtes périodiques sont menées dans le cadre du programme PIRLS (progress international reading literacy study) et PISA de l'OCDE. Ces enquêtes seront exécutées en 2006 mais préparées par des expérimentations en 2005 .

2.2 Travaux statistiques rénovés

SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)

Changements qualitatifs

L'enseignement supérieur, et plus particulièrement les universités, connaît une évolution majeure. Pour harmoniser les systèmes européens et rendre plus « visibles » de l'extérieur les formations supérieures il a été décidé de privilégier 3 types de diplômes : licence (bac+3), master (bac+5) et doctorat (bac+8), d'où le nom de système LMD. De plus pour faciliter la mobilité des étudiants, notamment hors de leur pays d'origine, un système de points ECTS (European Credit Transfer System) sera introduit (60 points correspondent grossièrement à une année d'étude). Enfin, les études seront semestrialisées.

Un intense travail de discussion sur les concepts et les nomenclatures (et la façon dont ils sont compris et appliqués par chacun) va permettre aux universités de disposer à la rentrée 2004 de systèmes de gestion rénovés et à la DEP de trouver dans ces systèmes les éléments nécessaires à l'établissement d'une bonne information statistique. L'année 2005 permettra d'exploiter pour la première fois cette information structurée selon les nouveaux concepts, étant entendu qu'une bonne partie des formations restera encore structurée selon les anciens concepts.

Extension du champ

Conformément aux orientations de moyen terme le système de remontées individuelles sur les étudiants sera proposé aux établissements non encore couverts. Actuellement, 66 écoles d'ingénieurs hors universités sur 130 fournissent des fichiers. On peut viser, pour l'année 2004-2005, 100 écoles d'ingénieurs et une dizaine d'écoles de commerce. La progression est lente car elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues.

SIFA (Système d'information sur la formation des apprentis) :

L'enquête sur support papier (dite enquête n° 51) demandait à chaque Centre de Formation d'Apprentis (CFA) de remplir des tableaux sur les effectifs d'apprentis selon les formations suivies, le sexe, l'origine scolaire, etc. Le nouveau système consiste pour les CFA à transmettre des fichiers individuels. Cela ouvre la possibilité de faire à la demande tous les croisements de critères possibles, et également de repérer les doubles entre fichiers d'élèves et fichiers d'apprentis.

Les négociations avec chacune des Régions (qui ont la responsabilité de l'apprentissage) et la mise en place technique dans chaque CFA progressent lentement. On estime que 7 régions enverront des fichiers d'apprentis début 2005.

SCOLARITE (Remontées d'informations individuelles sur les élèves) : extension sous une version simplifiée aux établissements privés hors contrat .

A la rentrée 2003, la totalité des établissements publics et privés sous contrat étaient couverts par le système SCOLARITE. Demander aux établissements privés hors contrat d'entrer dans ce système semble peu réaliste, d'autant plus qu'il sont souvent spécialisés dans quelques formations (BTS, notamment) et que le cadre complet de SCOLARITE leur semblerait démesurément complexe.

Après une expérimentation et les demandes d'avis au CNIS (opportunité, conformité) en 2004, on pourrait remplacer à partir de 2005 le système actuel d'enquête sous forme de tableaux par une enquête sous forme de liste d'élèves comportant quelques variables, soit sur support papier soit sur support électronique.

Rénovation de l'enquête sur la validation des acquis de l'expérience dans les universités

Après une étude menée en 2004 (qui démarre actuellement) dans une quinzaine d'universités on saura mieux comment les universités ont pris en main la VAE, quels sont les circuits de gestion et de décision et à quels endroits on peut recueillir l'information la plus pertinente et la plus fiable. Les conclusions à tirer seront mises en œuvre en 2005.

3. Opérations répétitives

Thème 1 : effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants

Remontées de fichiers et collectes informatisées

- 9 Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France
- 12 L'intégration des élèves handicapés dans le second degré
- 16 Les effectifs d'élèves dans les établissements publics et privés du 2nd degré
- 17 (application Scolarité)
- 18
- 40 Les projections départementales et académiques à un an des effectifs d'élèves du 1^{er} degré public et privé sous contrat
- 41 Les projections académiques à un an d'effectifs d'élèves du 2nd degré public et privé sous contrat
- 43 Suivi de la scolarité des élèves du 1^{er} degré du Panel 1997
- 47 Suivi de la scolarité des élèves du 2nd degré du Panel 1995
- 45 Les effectifs d'étudiants et de diplômés des établissements publics universitaires (application SISE)
- 20 Les nouveaux inscrits en première année de 1^{er} cycle dans les établissements publics universitaires
- 54 Les effectifs des IUFM (application SISE)
- 48 Les effectifs de l'enseignement supérieur artistique et culturel

Collectes par questionnaire

- 53 Le devenir des bacheliers 2002
- 19 Les effectifs d'élèves dans les établissements publics et privés de l'enseignement préélémentaire et élémentaire
Sera supprimée après la mise en place du SI 1^{er} degré
- 32 La scolarisation dans les établissements spécialisés
- 10 Les effectifs d'apprentis (enquête rapide)
Sera supprimée après la mise en place de SIFA
- 51 Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête détaillée) *(pour les CFA ne fournissant pas de fichier informatique)*
Sera supprimée après la mise en place de SIFA
- 26 Les effectifs d'étudiants des établissements publics et privés d'enseignement supérieur, non rattachés aux universités *(pour les établissements hors SISE)*
Sera supprimée après l'extension de SISE à ces établissements
- 27 Les écoles d'ingénieurs publiques et privées *(pour les établissements hors SISE)* *Sera supprimée après l'extension de SISE à ces établissements*

Thème 2 : personnels enseignants et non-enseignants

Remontées de fichiers et collectes informatisées

- 65 Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale (fichiers de paye)
- 29 Les mouvements des corps d'instituteurs et professeurs des écoles : constat et prévisions
- 22 Le service des enseignants dans les établissements publics du 2nd degré
- 64 Les absences non remplacées
- 31 Les maîtres auxiliaires, les professeurs contractuels, les personnels vacataires, ...

Thème 3 : les établissements scolaires et universitaires*Remontées de fichiers et collectes informatisées*

- 5 Base Centrale des Établissements (BCE)
- 52 Parc immobilier et capacités d'accueil des établissements publics du 2nd degré (application EPI)
- 70 Les technologies de l'information et de la communication

Thème 4 : aspects financiers, moyens consacrés à l'enseignement*Remontées de fichiers et collectes informatisées*

- 1 Les comptes financiers des établissements publics d'enseignement du 2nd degré (application COFI-Pilotages)

Collectes par questionnaire

- 8 Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale

Thème 5 : vie scolaire et universitaire, examens, diplômes et bourses*Remontées de fichiers et collectes informatisées*

- 4 Les résultats aux examens des enseignements technologiques et professionnel
- 61 Les résultats aux examens du Brevet (*enquête rapide sur les résultats agrégés par département*)
- 59 Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel : (*enquête rapide sur les résultats agrégés par académie*)
- 60 Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel : (*résultats et notes au niveau individuel*)
- 60bis Les résultats du diplôme national brevet (*résultats et notes au niveau individuel*)
- 55 Les élèves et étudiants boursiers des établissements d'enseignement supérieur
- 62 La validation des acquis professionnels dans l'enseignement professionnel et technologique
- 76 Les phénomènes de violence dans les établissements du second degré et les circonscriptions du premier degré
- 77 L'absentéisme scolaire

Collectes par questionnaire

- 25 Les motivations des entrants en 1^{ère} année de DEUG
- 67 La validation des acquis professionnels dans les établissements d'enseignement supérieur

Thème 6 : formation continue*Remontées de fichiers et collectes informatisées*

- 42 La formation continue des enseignants et des ATOSS (applications AGAPE, AGORA, EPP, GAIA)
- 63 Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC (application STAGE)
- 6 Bilan des actions de formation continue dans l'enseignement supérieur

Thème 7 : insertion, liaison formation-emploi*Collecte par questionnaire*

- 74 L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire
- 75 L'insertion professionnelle des jeunes sortis d'apprentissage

Thème 8 : Évaluation des acquis des élèves et des jeunes

Évaluation nationale diagnostique à l'entrée en CE2
 Évaluation nationale diagnostique à l'entrée en 6^{ème}
 Évaluation bilan en fin d'école primaire
 Évaluation bilan en fin de collège
 Évaluation des acquis fondamentaux de la langue française (journée « Appel Préparation Défense »)

4. Allègement de la charge statistique

La couverture totale des établissements du second degré privés sous contrat par le système 'Scolarité' (base de données anonymées sur les élèves du 2nd degré) permet de supprimer totalement l'enquête papier auprès de ces établissements.

De manière générale, le service s'efforce de limiter les enquêtes exhaustives auprès des établissements en ayant recours aux enquêtes sur échantillon et à des extractions de données issues des bases de gestion au niveau académique ou national. Cet effort se traduit par la suppression d'enquêtes papier, souvent exécutées par d'autres directions du ministère.

5. Aspects particuliers du programme 2005**5.1 Aspects régionaux et locaux**

- Les fichiers individuels d'élèves, une fois anonymés, forment une source d'information remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive, comporte des localisations géographiques précises, et bien sûr les informations les plus détaillées sur les formations suivies. Les collectivités locales en sont très demandeuses, et elles pourraient aussi intéresser l'INSEE.
- Le compte satellite de l'éducation intègre depuis 2002 les DOM. Une répartition par région des crédits en matière d'éducation paraît régulièrement dans Géographie de l'École.
- Des indicateurs de performances des lycées au baccalauréat sont publiés régulièrement.
- Un atlas régional des effectifs de l'enseignement supérieur paraît désormais chaque année.
- Le système SAREF (système d'analyse de la relation 'formation-emploi'), qui sert de base de référence pour la réflexion au niveau régional de la politique de formation professionnelle, fait actuellement l'objet d'une réflexion. L'année 2005 pourrait voir la mise en place d'un système rénové.
- ACCADEMIA, base d'indicateurs sur les académies et les départements permet des analyses comparées (flux d'élèves, offre de formation, ...) :

5.2 Aspects environnement

Sans objet.

5.3 Aspects européens

Des données sont transmises de façon globale dans le cadre de la collecte dite « UOE » (UNESCO, OCDE, EUROSTAT), complétée par quelques tableaux pour Eurostat. Elles alimentent principalement deux publications :

- une d'EUROSTAT, les *Chiffres-clés* (il y aura une édition en 2005),
- une de l'OCDE *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE* dont la dernière édition est parue en octobre 2003.

Poursuite des travaux d'évaluation avec les organismes internationaux : 'PISA' (Program for International Student Assessment, à destination des jeunes de 15 ans) et "PIRLS" (progress international reading literacy study, pour les élèves du primaire) notamment pour préparer les enquêtes qui seront effectuées en 2006.

Comme cela est indiqué dans les orientations à moyen terme, l'élaboration d'indicateurs sur l'éducation fera l'objet d'une grande vigilance de la part de la DEP, en liaison avec les directions concernées. Cette vigilance portera non seulement sur les aspects techniques mais aussi, et d'abord, sur le fond, car les indicateurs adoptés révéleront la conception de l'éducation qui prévaudra au niveau européen et ils auront finalement un impact sur les politiques suivies.

6. Liste des publications

Ont été publiés au titre de l'année 2003, les documents suivants :

- *Géographie de l'École* - avril
- *L'état de l'école* – octobre
- *Repères et références statistiques* – septembre
- *L'éducation nationale en chiffres (français - anglais) sur Web uniquement* - septembre
- *Atlas régional de l'enseignement supérieur - Édition 2002–2003* - décembre
- *Les Notes d'information : 60*
- *Les Notes d'Évaluation : 4*
- La revue *Éducation & Formations*
 - Numéros spéciaux*
 - N° 65 L'aide individualisée – Réflexions et enjeux
 - N° 66 Dix-huit questions sur le système éducatif (dans le cadre du grand débat sur l'école)
- *Les Dossiers Éducation & Formations*
 - N° 141 Évaluations CE2-6^{ème}-5^{ème} – Repères nationaux
 - N° 142 Les personnels de laboratoires
 - N° 143 Le suivi et le devenir des élèves accueillis en classe relais
 - N° 145 Le métier d'enseignant dans les collèges et lycées au début des années 2000
- *Dossier de presse sur les indicateurs de valeur ajoutée des lycées (IVAL)*

Les travaux parus ou à paraître au titre de 2004 sont les suivants :

- *L'état de l'école*, 14^{ème} édition – octobre
- *L'éducation nationale en chiffres (français - anglais)*– mars
- *L'Atlas régional de l'enseignement supérieur* – décembre
- *Repères et références statistiques* – septembre
- *Bilan social de l'Éducation nationale*
- *Les Notes d'information* : environ 60
- *Les Notes d'évaluation* : environ 20
- La revue *Éducation & Formations*
 - Numéros spéciaux*

L'enseignement supérieur
 Projections du système éducatif à long terme exercice 2003
 Public-privé
 Études sur les données du panel d'élèves 1995 (enquête jeunes 2002)

- Les dossiers *Éducation & Formations*

Élèves, étudiants et apprentis

La dynamique de construction des projets des lycéens professionnels
 Pratiques réussies en lycée professionnel
 Les licences professionnelles, étude rétrospective
 Synthèse des travaux sur le panel 1989
 L'apprentissage

Examens et diplômes

La réussite au DEUG par université et par discipline en 2000 et 2001

Sorties du système éducatif et insertion

L'insertion des jeunes dans la vie active selon la spécialité de formation
 Études régionales sur l'insertion des jeunes à la sortie du système éducatif
 Prospective emploi - formation 2004-2010-2015
 Actualisation de l'analyse de la relation formation - emploi vue dans l'enquête « emploi »
 Travaux sur les Lettres et Sciences Humaines (LSH) : nouveaux métiers, nouvelles
 compétences, transformation de l'offre de formation, insertion professionnelle
 Le monde des PME vis-à-vis du système éducatif

Évaluation

Les maîtres surnuméraires dans des écoles maternelles et élémentaires
 Analyse de l'expérimentation de réductions d'effectifs de CP (articles de chercheurs)
 Évaluations CE2 – 6^e rentrée 2003
 Analyse des compétences en lecture des élèves de 9 ans (enquête internationale PIRLS)
 Avant et après les vacances, évolution des acquis des élèves fin CE1 - début CE2 et fin CM2 -
 début 6^e
 Compétences en maîtrise de la langue et des langages communs aux différentes disciplines
 en fin d'école primaire
 Contextes dans lesquels se déroulent les enseignements à l'école - évaluation 2003
 Compétences en maîtrise de la langue et des langages communs aux différentes disciplines
 Contextes dans lesquels se déroulent les enseignements au collège - évaluation 2003
 Les compétences en compréhension de l'écrit à la fin de la scolarité obligatoire
 Les politiques documentaires au collège
 Les pratiques évaluatives des enseignants du collège
 Ressources documentaires et pratiques pédagogiques dans les lycées professionnels 2002-
 2003
 Rapport national sur les pratiques innovantes dans l'usage des TIC (étude internationale
 SITES 2)
 Les contrats éducatifs locaux
 Incitation à la lecture dans les centres de vacances et les centres de loisirs sans hébergement
 (CLSH)

Établissements et classes

La base centrale des établissements
 Disparités entre collèges et entre académies
 Y-a-t-il des facteurs prédictifs d'exposition à la violence scolaire

Personnels

Enquête auprès des candidats pré-inscrits et reçus à la session 2003 des concours externes de recrutement d'enseignants du second degré public en lettres modernes, anglais, mathématiques, sciences physiques et mécanique, interrogés en mai 2003

Données financières

Le compte de l'éducation

- *Manuel technique sur les indicateurs*

- *Publications électroniques*

Regards sur le système éducatif français (Internet et CD – ROM)
 Indicateurs de performances des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels
 Résultats des évaluations des élèves CE2 – 6^e
 Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs
 Appels d'offres de recherche : projets retenus et rapports d'études
 Tableaux statistiques- TS Résultats détaillés d'enquêtes au niveaux national, académique ou départemental

Pour mémoire : sites Internet sous la responsabilité éditoriale de la DEP

1 – Sites généraux de publications

- **Les publications de la DEP** actualités et archives sur le site du ministère, rubrique « évaluation et statistiques » : <http://www.education.gouv.fr/stateval>

- **Regards sur le système éducatif français** » :
http://www.education.gouv.fr/stateval/DPD_WEB/index.htm

- **IVAL : Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels** : <http://indicateurs.education.gouv.fr/>

- **Le portail de l'infocentre ministériel** : <http://www.infocentre.education.fr>

2 – Sites relatifs à l'évaluation :

- **Le portail de l'évaluation des élèves** : <http://educ-eval.education.fr/>

- **Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves**
<http://www.banqoutils.education.gouv.fr/>

- **Les Évaluations diagnostiques des élèves de CE2 et de 6^e, septembre 2003**
<http://evace26.education.gouv.fr/>

- **Les archives des protocoles d'évaluation depuis 1997** : <http://cisad.adc.education.fr/eval/>

3 – Autres sites thématiques :

- **REPÈRES : Ressources Pour une Economie de la REcherche et de la Science**
<http://cisad.adc.education.fr/reperes/>
- **Haut Comité Éducation Économie Emploi** : <http://cisad.adc.education.fr/hce3/>
- **Haut Conseil de l'Évaluation de l'École** : <http://cisad.adc.education.fr/hcee/>
- **Programme interministériel de recherche sur les processus de déscolarisation**
<http://cisad.adc.education.fr/descolarisation/>
- **Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs**
<http://cisad.adc.education.fr/reva/>

7. Suivi des travaux prévus au programme moyen terme 2004-2008

Constitution de fichiers d'élèves avec identifiants sur l'ensemble du système éducatif	DEP	En 2005 : base nationale d'identifiants élèves, SIFA dans 6 régions, SISE étendu à une grande partie des écoles d'ingénieurs et de commerce, SCOLARITE simplifié pour le privé hors contrat .	L'objectif pourrait être atteint à 80% en 2008
Système d'information sur le 1 ^{er} degré	DEP et MEN dans son ensemble	20% des écoles seraient couvertes à la rentrée 2005	
Mise en place d'un système d'information sur les moyens des établissements d'enseignement (IME)	DEP	En attente des textes sur la décentralisation.	Système partagé avec les collectivités locales.
Enquête sur l'assiduité des élèves	DEP	Enquête interne expérimentale faite en 2003-2004.	
Enquête PIRLS (Progress international reading literacy study)	DEP	En 2005 test des outils utilisés pour l'opération en vraie grandeur de 2006.	Évaluation des élèves du primaire et "littéracie"
Enquête PISA	DEP	En 2005 test des outils utilisés pour l'opération en vraie grandeur de 2006.	Compétences des élèves de 15 ans.
Nouveau panel de collégiens	DEP	Pas avant 2006.	Remplacement du panel de 1995.
Prolongation du panel étudiant-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE	Les modalités de reprise par l'INSEE de ce panel de la DEP sont en discussion.	Nécessité d'un accord de la CNIL et problème de financement (répartition entre les commanditaires).

Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques - DARES
Sous-direction du suivi et de l'évaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle

(Noter que ce qui relève de l'emploi, dans le programme de la DARES, est examiné par la formation Emploi, revenus)

1 - Exposé de synthèse

Dans le champ des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, l'activité de la DARES en 2005 se structurera selon les trois axes définis dans les orientations de moyen terme des programmes statistiques :

- Un effort important sera mené pour adapter le suivi statistique des bénéficiaires de politiques d'emploi suite à la réorganisation d'ensemble des contrats aidés des secteurs marchands et non marchands dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale. L'année 2005 verra aussi la mise en place des premières remontées individuelles d'information relatives aux nouveaux dispositifs dans le champ de la formation (validation des acquis de l'expérience, contrat de professionnalisation). La part croissante des collectivités territoriales et des partenaires sociaux dans la gestion et la mise en œuvre des politiques d'emploi impliquera un travail important de concertation avec l'ensemble des acteurs pour assurer un suivi de l'ensemble des actions mises en œuvre.
 - L'amélioration du système d'information sur la formation professionnelle sera poursuivi : mise en cohérence de diverses sources, refonte d'enquêtes ou de fichiers administratifs (enquêtes Conseils régionaux, déclaration fiscale 24-83...), travaux préparatoires au lancement de nouvelles enquêtes auprès des ménages et des entreprises (Formation continue et CVTS 3 prévues pour 2006).
 - Les travaux d'évaluation des mesures de politique d'emploi en termes d'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi seront poursuivis. Dans cette perspective, deux nouvelles interrogations seront menées dans le cadre du Panel des bénéficiaires de dispositifs d'emploi ou de formation : la quatrième interrogation des personnes entrées dans le programme Nouveaux Services - Emplois Jeunes à la fin de l'année 1999 ; la deuxième interrogation des personnes entrées en CEC direct à la fin de l'année 1999, initialement prévue en 2004 mais décalée en 2005.

2 - Travaux nouveaux pour 2005

Une enquête sur le déroulement et les ruptures des Contrats Jeunes en Entreprise est prévue début 2005. Cette enquête visera à mieux comprendre les conditions d'accès à ce dispositif, le déroulement du contrat (formation au poste, intégration dans le collectif de travail...) et les raisons des ruptures observées. Elle permettra notamment d'éclairer l'apparent paradoxe que constitue le nombre important d'abandons d'emplois réputés stables dans une conjoncture pourtant déprimée.

Une enquête auprès de personnes candidates à un processus de validation des acquis de l'expérience est également prévue, en collaboration avec le CEREQ, afin de disposer de premiers éléments d'évaluation sur ce nouveau dispositif en vue du rapport que le gouvernement doit présenter au Parlement avant 2007. A ce stade, cette enquête est encore en projet et les modalités précises de son déroulement ne sont pas encore arrêtées.

3 - Opérations répétitives

La sous-direction continuera à suivre les divers dispositifs de la politique d'emploi et de formation professionnelle et participera à l'élaboration du système d'information relatif aux nouveaux dispositifs. Les mesures publiques de politique d'emploi et de formation font l'objet de remontées statistiques

mensuelles (tableau de bord) et de publications annuelles portant sur les caractéristiques des bénéficiaires, des utilisateurs et des mesures. Les remontées en 2005 concerneront les mesures maintenues et les nouvelles mesures mises en place dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale : contrat initiative emploi, soutien à l'emploi des jeunes en entreprise, contrat de professionnalisation, contrat emploi solidarité puis contrat d'accompagnement vers l'emploi, RMA marchand, contrat d'avenir, ACCRE (aide à la création d'entreprise), CIVIS accompagnement, emplois familiaux, entreprise d'insertion, association intermédiaire, entreprise de travail temporaire d'insertion, exonérations de charges zonées.

Le département formation professionnelle et insertion des jeunes réalisera des travaux statistiques sur les organismes de formation (exploitation des bilans pédagogiques et financiers), sur l'action des conseils régionaux en matière de formation professionnelle (enquête annuelle), sur les stages en direction des demandeurs d'emploi (base de données consolidée des stagiaires) et sur le compte de la formation professionnelle.

4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

La sous-direction dont le système d'information statistique est largement adossé au système de gestion des politiques d'emploi opérera, en lien avec la DGEFP, un travail important d'élaboration de formulaires administratifs et d'établissement de conventions d'échange de données dans le cadre de la mise en place du Plan de Cohésion Sociale. Les nouveaux dispositifs devraient être gérés par un opérateur unique, le CNASEA, ce qui facilitera la mise en cohérence des systèmes d'informations et la qualité des données transmises.

Le bordereau fiscal 2483 relatif aux dépenses de formation des entreprises a été simplifié et revu assez profondément pour intégrer les nouvelles dispositions en matière de formation des salariés (Droit Individuel à la Formation, Périodes de Professionnalisation, allocation de Formation).

Le suivi du nouveau contrat de professionnalisation, mis en place à partir d'octobre 2004, devrait être assuré de façon dématérialisée via la constitution d'une base de données centralisée.

5 - Aspects particuliers du programme 2005

5.1 Aspects régionaux et locaux

Bien que la formation professionnelle soit une compétence décentralisée aux Conseils Régionaux, le système d'information reste encore national à bien des égards. Ainsi, le suivi financier et physique de la formation professionnelle des salariés, renseigné à partir des bordereaux fiscaux 24-83 établis au niveau des entreprises, n'est pas régionalisable pour les entreprises possédant des établissements dans plusieurs régions. Afin de fournir quelques indicateurs régionalisés sur la formation en entreprises, plusieurs sources existantes seront explorées : l'enquête emploi en continu -qui admet depuis peu un module sur la formation continue - pour les aspects physiques et l'enquête sur le Coût de la Main-d'œuvre - auprès des établissements - pour les aspects financiers.

La base de données des demandeurs d'emploi en stages de formation rémunérés par l'État, l'Unedic et les Régions, a été étendue à l'ensemble des régions au cours de l'année 2004. Cette base, qui sera enrichie au cours de l'année 2005, devrait notamment aider les Régions à construire des indicateurs homogènes sur l'ensemble du territoire afin de mieux piloter leur action en matière de formation.

L'enquête auprès des Conseils Régionaux relative au suivi financier et physique de leurs actions en matière de formation continue et d'apprentissage est en cours de refonte. Le lancement de l'enquête renouvelée portant sur l'année 2004 est prévu pour le mois d'avril 2005.

Enfin, la mise en place des nouveaux dispositifs du Plan de cohésion Sociale vise à donner davantage d'initiative au niveau local (État et collectivités territoriales) dans la gestion et la mise en œuvre des politiques de l'emploi. Cette volonté accrue de prise en compte de la situation locale du marché du travail conduira à développer une approche plus territoriale des dispositifs de politique d'emploi.

5.2 Aspects européens

La DARES produit annuellement le volet français de la base de données PMT (politiques du marché du travail) d'Eurostat et anime un groupe de travail européen relatif aux indicateurs de devenir des bénéficiaires. Ce groupe a pour mission de proposer à partir de l'examen des sources nationales et des méthodes utilisées des indicateurs de devenir comparables au niveau européen.

La Dares participe au groupe « Indicateurs » du Comité de l'emploi pour l'élaboration des indicateurs de suivi de la Stratégie européenne pour l'emploi

La Dares rédige annuellement l'annexe statistique du Plan National d'Action pour l'Emploi (PNAE) pour la France

6 - Liste des publications

Bilan de la Politique de l'emploi en 2002 - *Les Dossiers de la DARES* – Juillet 2004 : publication reprenant notamment les *Premières Informations / Premières Synthèses* relatifs aux bénéficiaires des mesures de politiques d'emploi et de formation au cours de l'année 2002.

DARES : Les politiques de l'emploi et du marché du travail – La découverte – Repères , 2003

7 premières Synthèses (44.1-2003 à 44.5-2003 ; 05.1-2004 ; 10.1-2004 ; 32.1-2004) sur le devenir des bénéficiaires des dispositifs CIE, CES, CEC, Trace, SIFE, contrats de qualification, contrats d'apprentissage, NS-EJ, issus de l'exploitation du panel des bénéficiaires de politique d'emploi.

Les embauches en zone franche urbaine en 2002 – PS n°35.1 – Août 2004

Les seniors dans les emplois aidés - PS n°38.3 – Septembre 2004

Le dispositif soutien à l'emploi des jeunes en entreprise : bilan fin 2003 - PS n°40.1 – Septembre 2004

La validation des acquis de l'expérience en 2003 - PS n°41.1 – Septembre 2004

7 - Suivi des travaux prévus au programme de moyen terme 2004-2008

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête sur le déroulement et la rupture des contrats jeunes en entreprise	DARES	En 2005, auprès des personnes entrées en CJE		
Enquête sur la validation des acquis de l'expérience	DARES	En 2005, auprès des personnes ayant candidaté à un processus de VAE	Un rapport au Parlement est prévu avant 2007.	Toujours prévue à cette échéance
Enquête sur la formation professionnelle (CVTS-3)	CEREQ - DARES	En 2006, sur 2005, auprès des entreprises.	Enquête Continuing Vocational Training Survey (CVTS) réalisée en 1992 et 2000.	Toujours prévue à cette échéance
Enquête sur la formation continue	Division emploi de l'Insee, CEREQ, DARES	En 2006, auprès des ménages.	Enquête complémentaire à l'enquête emploi. éventuellement couplée avec CVTS	Toujours prévue à cette échéance

**Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales
Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER**

Opérations répétitives

- Enquête annuelle sur les effectifs d'élèves auprès de tous les établissements publics et privés d'enseignement général, technologique et professionnel agricole :

Enquête à caractère administratif, exhaustive auprès de 860 établissements.

- Enquête annuelle sur la formation professionnelle continue auprès de tous les centres agricoles publics et privés :

Enquête à caractère administratif, exhaustive auprès de 500 établissements.

- Enquête annuelle sur le cheminement scolaire et professionnel des élèves et des apprentis sortis de l'enseignement agricole :

Enquête statistique obligatoire auprès des ménages. Les enquêtés sont sortant d'environ 1 000 établissements et centres de formation d'apprenti (les établissements et centres existant sont exhaustivement concernés). Sont enquêtés en alternance les élèves et apprentis ayant préparé un CAPA ou un diplôme de niveau IV (BTA, BAC TECHNO,PRO,S), et les élèves et apprentis ayant préparé un BEPA ou un BTSA (deuxième année).

En 2005, le niveau interrogé sera celui du CAPA et du BTA et BAC. L'enquête analyse le cheminement scolaire et professionnel des jeunes durant les 45 mois qui suivent une formation professionnelle agricole terminée en 2001.

Centre d'études et de recherches sur les qualifications - CEREQ

Département Production et usage de la formation continue - DFC

1. Introduction

Le DFC n'envisage pas de lancement de nouvelles enquêtes statistiques pour 2005. Il poursuivra l'exploitation des enquêtes réalisées précédemment, préparera un programme d'enquêtes abondant en 2006 (AES-CVTS) et reconduira les enquêtes sur les déclarations des dépenses de formation continue des entreprises (24-83).

2. Travaux nouveaux pour 2005

Néant.

3. Opérations répétitives

Collecte et exploitation de l'enquête administrative (DGEFP) des déclarations des dépenses de formation continue des entreprises (24-83).

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'enquête sur les dépenses de formation continue des entreprises fera l'objet d'une importante simplification en cours de débat qui devrait alléger la charge statistique des entreprises.

5. Aspects particuliers du programme 2005

Néant.

6. Liste des publications

Juillet-Août 2003 Bref « L'offre de formation continue, regard des prestataires sur leur activité »

Novembre 2003 NEF « La structuration de l'offre de formation continue »

Février 2004 Rapport le devenir des bénéficiaires du Congé Individuel de Formation en Ile de France

Mars 2004 Rapport 24-83 en ligne

En prévision

NEF les coopérations entre organismes de formation et leur gestion du personnel été 2004

Rapport enquête qualitative « regards croisés sur la formation » en commun avec la DARES décembre 2004

Rapport en ligne 24-83 décembre 2004

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2004-2008

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Exploitation des déclarations des employeurs n° 24.83 sur la FPC	CEREQ Dépt DFC	En cours	- Exploitation d'un échantillon de déclarations - Sont concernées les entreprises d'au moins 10 salariés - Échantillon lourd tous les 3 ans, échantillon réduit les 2 autres années
Enquête sur l'offre de formation continue	CEREQ DFC	2006	enquête qualitative en 2004/5 destinée à réformer le questionnaire précédent (Panel)
Enquête européenne complémentaire à l'enquête emploi en continu sur la formation des adultes FC 2006	INSEE- CEREQ DFC	2006	Reconduction de l'enquête FC 2000 jointe à l'enquête européenne AES
Enquête européenne CVTS- 3	DARES CEREQ DFC	- 2006	Projet de croisement avec l'enquête FC 2006

Extraits d'avant-projets de programmes statistiques 2005
présentés à d'autres formations du CNIS

(Pour information)

	page
Formation Démographie, conditions de vie	18
Formation Emploi, revenus	19
Formation Santé, protection sociale	21

Formation Démographie, conditions de vie

Institut national d'études démographiques (INED)

De manière encore exploratoire est également à l'étude un **projet de cohorte nationale d'enfants**. L'idée est de suivre une cohorte d'enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge adulte, pour analyser les interactions entre les événements familiaux, la situation économique et sociale (précarité), le parcours éducatif, et la santé. L'enquête porterait sur un échantillon de grande taille (au moins 20 000). Sa réalisation devra donc être confiée à un consortium d'instituts et d'universités : Inserm, Insee, Ined, CNRS, Centres universitaires, Directions des études et de la recherche de certains Ministères (Éducation nationale, Santé, Affaires sociales...). Ce projet de cohorte d'enfants n'est concevable que dans le cadre d'un tel consortium. Et toutes ces participations doivent s'inscrire dans des stratégies de long terme. L'Inserm pourrait jouer un rôle central dans cette opération, tout comme l'Insee. L'utilisation de l'Échantillon démographique permanent (EDP) comme base d'enquête est actuellement à l'étude. Le rôle de l'Ined dans un tel projet serait notamment de faciliter les liens entre l'univers des épidémiologistes ou des spécialistes de la santé publique, d'une part, et les spécialistes de la statistique sociale et démographique, d'autre part.

Ministère de la culture et de la communication Département des études et de la prospective (DEP)

Opérations répétitives

- Poursuite des enquêtes annuelles sur l'enseignement artistique spécialisé :
 - enquête sur l'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique dans les écoles de musique et d'art dramatique contrôlées par le ministère,
 - enquête en collaboration avec le ministère de l'éducation sur les établissements publics et privés d'enseignement supérieur (écoles d'art, conservatoires supérieurs de musique, de théâtre..)
- Suivi annuel des formations artistiques et culturelles dans le cadre scolaire et universitaire : exploitation des données du ministère de l'éducation sur les formations universitaires et sur l'enseignement professionnel dans le cadre scolaire

Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative Direction du personnel et de l'administration Mission Bases de données et informations statistiques - MBDIS

Opérations répétitives

Les diplômes sportifs ou d'animation, qui comportent pour certains un grand nombre de spécialités, sont délivrés par les directeurs régionaux. Les résultats sur les diplômes font l'objet d'un recensement annuel auprès des DRJS.

Formation Emploi, revenus

La sixième enquête **Formation Qualification Professionnelle** (FQP) a été réalisée au second trimestre de 2003. Le questionnaire est très largement comparable à celui des éditions précédentes, et s'attache en outre à mieux rendre compte des mobilités professionnelles et explorer leurs déterminants. L'exploitation de l'enquête débutée au second trimestre 2004, prendra sa pleine mesure, en 2005, une fois l'ensemble des codifications nécessaires réalisées.

L'enquête sur **l'information et la vie quotidienne** (IVQ) aura lieu fin 2004 et ses résultats feront l'objet d'analyses et de publications en 2005. L'enquête prend une forme stable et est réalisé sur un échantillon conséquent : elle fait suite à une enquête méthodologique en 2002 ayant montré qu'il était possible d'obtenir de bonnes mesures du nombre des personnes en difficulté face à la lecture et l'écriture à partir d'un tel protocole.

Parmi les systèmes statistiques de synthèse construits à partir de l'enquête emploi, les **bilans formation-emploi**, réalisés en partenariat, principalement avec le CEREQ, la DPD et maintenant la DARES, occupent une place privilégiée. Un bilan formation emploi (réalisé pour la dernière fois à partir des enquêtes emploi annuelles) sera publié sous forme d'un dossier spécial d'Économie et Statistique fin 2004 ou début 2005. Son pilotage a été pris en charge par le pôle diplômés et spécialités de formation de la DR de PACA.

CEREQ - Département Entrées dans la vie active (DEVA)

Les enquêtes génération s'enchaînent au rythme d'une génération nouvelle de sortants tous les trois ans :

- **une enquête génération pleine** (40 000 questionnaires environ), en deux étapes :
 - . une première interrogation à trois ans après la sortie du système éducatif, principalement tournée vers la production d'indicateurs et des usages institutionnels ;
 - . des ré-interrogations à 5, à 7 ans (voire 10 ans) plus centrées sur les usages analytiques (notamment sur la question des parcours, des mobilités sur moyen terme) et permettant entre autre d'approfondir certains constats de la première étape (par exemple sur les insertions les plus problématiques).
- **une enquête " mini-génération "** reproduisant sur une taille plus réduite (10 000 questionnaires environ) l'interrogation à trois ans de la génération pleine.

On va donc vers l'enchaînement suivant : génération 98 (avec plusieurs interrogations) ; mini-génération 2001, génération 2004 (avec plusieurs interrogations), mini-génération 2007, ...

Ce dispositif doit permettre aussi de répondre à des demandes d'extensions nationales ou régionales portant sur les jeunes issus de certains niveaux formation, de certaines spécialités de formation ou sur des jeunes ayant bénéficié de certaines mesures pour la formation. Les échantillons peuvent donc être élargis en conséquence, plutôt sur les « mini-génération » pour des raisons techniques.

Travaux nouveaux pour 2005

Une troisième interrogation de la génération 1998 (sept ans après leur sortie de formation initiale) aura lieu en 2005. On prolongera le questionnement sur le parcours professionnel avec un remplissage du calendrier professionnel sur la période 2003-2005 et un détail sur les séquences d'emploi ou de non emploi. La deuxième interrogation avait cherché à approfondir trois thèmes : l'intégration en entreprise (intensité et forme des liens à l'entreprise et à l'emploi des jeunes), la mobilité intra-entreprise, les processus d' « exclusion de l'emploi ». La troisième interrogation portera plus spécifiquement sur plusieurs dimensions des débuts de carrière professionnelle et de la mobilité.

L'exploitation de cette nouvelle interrogation aura lieu en 2005-2006.

Ministère de la fonction publique, de la réforme de l'État et de l'aménagement du territoire
DGAFP - Bureau des statistiques, des études et de l'évaluation

Opérations répétitives

Enquêtes annuelles auprès des directions de personnel

L'ensemble de ces enquêtes portent sur le champ de la fonction publique de l'État, qui seront dans la mesure du possible régionalisées :

- la formation professionnelle des agents de l'État :

De nouveaux indicateurs seront recherchés pour rendre compte des nouvelles modalités de formation (e.formation, tutorat.....).

- les recrutements de la fonction publique de l'État :

Le recensement porte sur l'ensemble des recrutements par concours et examens de titularisations de l'année antérieure, la sélectivité des concours et le profil des candidats recrutés. Des informations complémentaires permettront de localiser les concours déconcentrés.

Formation Santé, protection sociale

Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) Direction des statistiques, des études et de la recherche (DSER)

Opérations répétitives :

SOURCE	PÉRIODICITÉ	OBSERVATIONS
<i>Questionnaire Formation</i>	Décembre	Enquête interne auprès des CAF
<i>Statistiques Formation professionnelle allocataires</i>	Décembre	Exploitation déclaration fiscale 2483

Ministère de la santé et de la protection sociale Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Enquête sur l'insertion et l'entrée dans la vie active

Sous réserve d'acceptation par le CEREQ, les 1 413 infirmiers diplômés en 1998 interrogés, dans le cadre de l'enquête Génération 98, en 2001 et 2003 sur leur parcours entre 1998 et 2003 seront ré-interrogés en 2005 sur leur parcours entre 2003 et 2005. Cette ré-interrogation devrait permettre d'observer les premiers départs du secteur hospitalier vers le libéral, ou les premiers choix de spécialisation en infirmier anesthésiste ou infirmier de bloc opératoire (ces deux spécialisations, comme l'installation en libéral, ne peuvent avoir lieu qu'après trois années d'expérience en hôpital) (*terrain en 2005*).

Une nouvelle extension de l'enquête du CEREQ Génération 2001 portant sur les diplômés en 2001 des écoles de formation aux professions de la santé ou du social a été lancée. Les professions de santé concernées sont les infirmiers, les masseurs kinésithérapeutes et les aides soignantes. L'interrogation a porté non seulement sur les primo sortants de formation initiale (comme dans génération 98), mais également sur les diplômés ayant déjà interrompu dans le passé leurs études pendant plus d'un an.

L'enquête auprès des écoles de formation aux professions sociales

L'enquête a été lancée *début 2004* sur l'exercice 2003. Le questionnaire a été très peu remanié sur les exercices 2003 et 2004. La collecte, la saisie et les contrôles en région se sont déroulés de *janvier à août 2004*. *Document de travail fin 2004-début 2005*.

Dans ce domaine, les compétences seront transférées aux régions à partir du 1^{er} janvier 2005. On mènera la réflexion sur l'adaptation des remontées à partir de l'exercice 2005.

Remontées des Commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel

Le bureau participe à la refonte du système d'information des COTOREP engagée à l'automne 2000 (OLYMPE). Dans ce cadre, au sein du groupe projet utilisateurs (GPU) ITAC (Informatisation des traitements des COTOREP), la DREES participe à l'harmonisation des pratiques des COTOREP (nomenclatures, saisie des dates des événements, des types de conclusions...)

Le bureau a été également sollicité pour apporter son concours à la constitution des données de stocks à partir des données des flux des COTOREP.